

Voyage

Contrebande transfrontalière le dangereux commerce iranien

Monir Ghaedi, Bonn (D), journaliste
Abbas Bahrami, photographe (Iran)

REPORTAGE

Nombreux sont les Kurdes iraniens qui font passer quotidiennement en Irak de la contrebande sur leur dos, via la montagne, au risque de se blesser et au péril de leur vie. Ils portent tout le poids de ce juteux trafic transfrontalier qui explose, mais ne jouissent que rarement de ses bénéfices.

Monir Ghaedi travaille pour la *Deutsche Welle* (DW), le service international de diffusion d'Allemagne (radio et télévision), et en tant que journaliste indépendant. Il a réalisé ce reportage suite à plusieurs séjours dans le Kurdistan iranien en automne 2019 et novembre 2020, avec le photographe iranien Abbas Bahrami (voir le porte-folio des pages suivantes).

Chaque matin, à l'aube, Aram part de chez lui pour son voyage de l'autre côté de la frontière. Il emprunte une route de montagne, avec sur son dos des paquets ne pesant pas moins de 40 kilos, voire 70. Ce sont des cargaisons d'aliments, de vêtements et d'appareils électroniques, comme des écrans de télévision ou des machines à laver. Son job est de contourner les postes de contrôle frontaliers pour livrer ces biens en Irak, puis de faire le trajet en sens inverse, également chargé... Au Kurdistan iranien où vit Aram (un pseudonyme), beaucoup gagnent leur vie ainsi. On les appelle les *kulbars* ou porteurs frontaliers.

Ce trafic, juteux pour les commanditaires, est courant dans les zones frontalières du Kurdistan iranien, où la pauvreté et le taux de chômage sont les plus hauts du pays et les indices de développement les plus bas. Mais au lieu de qualifier les *kulbars* de criminels, de nombreux Iraniens compatissent. Car être *kulbar* implique bien plus de problèmes que de bénéfices.

Des balades mortelles

Une frontière de 500 kilomètres sépare le Kurdistan iranien du Kurdistan irakien. Ces dix dernières années, la contrebande s'y est consolidée en des réseaux bien structurés qui organisent le marché. Les locaux qui désirent travailler comme *kulbars* n'ont pas à chercher longtemps. « Il suffit de s'approcher de la maison de thé la plus proche ou de demander autour de soi », confie Aram. Ce commerce illicite ne ressemble pas, en effet, à de la contrebande clandestine. Lorsque l'on parcourt les routes autour des villes frontalières, on aperçoit très vite les files de *kulbars* qui se lancent chaque matin sur les routes montagneuses, tels des ouvriers se rendant à l'usine.

« Il faut juste être assez bien portant pour pouvoir marcher, et tu es engagé, dit Aram. Mais il faut aussi développer ou posséder une aptitude de plus : s'habituer à encaisser la mort des compagnons. » Les porteurs frontaliers risquent en effet leur vie chaque fois qu'ils partent en montagne. Ils peuvent chuter dans un précipice ou marcher sur une mine antipersonnel oubliée après la guerre Iran-Irak des années 80. En hiver, le blizzard ou les avalanches menacent. Ainsi la perte ou la mutilation des doigts à cause de blessures, de gelures ou l'explosion de mines est très fréquente. La police des frontières leur tire dessus aussi

parfois. Des organisations de défense des droits de l'homme rapportent des dizaines de morts chaque année chez les *kulbars*. Rien qu'en 2019, 166 d'entre eux ont été tués ou blessés, a dénoncé devant le parlement un député iranien en septembre 2020.

Mais passer de la contrebande par les sentiers montagneux reste l'un des seuls moyens de subsistance pour beaucoup d'habitants des régions frontalières iraniennes. Ainsi, malgré les risques, un demi-million d'Iraniens vivent du transport transfrontalier de marchandises, selon Hasan Alavi, l'un des parlementaires représentant le Kurdistan iranien.

Passer de la contrebande par les sentiers montagneux reste l'un des seuls moyens de subsistance pour beaucoup d'habitants des régions frontalières iraniennes.

Lors de son discours au parlement de décembre 2019, il a déclaré qu'un nombre croissant de diplômés universitaires travaillaient comme *kulbars*. En février 2020, *Iran Newspaper* (un journal officiel) a rapporté que dans certaines villes et villages kurdes, les lycéens travaillaient comme contrebandiers tous les jours après les cours. Aram confie qu'il connaît personnellement une douzaine d'adolescents *kulbars* dans son village ainsi que dans les villages alentour. Personne ne choisit ce métier par passion, affirme-t-il. «Si j'avais eu la chance de trouver un autre travail, avec un minimum de sécurité, jamais je ne serais devenu *kulbar*. Jamais je n'aurais pris le risque que mes deux fils deviennent orphelins.»

Contrebandiers et miliciens

Les tentatives gouvernementales pour limiter les pertes économiques et humaines dues à cette contrebande se sont révélées inconsistan-

tes et inadaptées. Un des projets a été de reconnaître officiellement les *kulbars* comme des commerçants : chaque citoyen de la zone frontalière est autorisé à demander un permis pour transporter un nombre limité de certains produits. Le parlement iranien a aussi cherché à empêcher les gardes-frontière de cibler les *kulbars* et le gouvernement local a déterminé des routes sécurisées que les transporteurs peuvent emprunter librement. Cependant, aucune de ces propositions ne semble viser la suppression de la contrebande, ni son remplacement par des métiers conventionnels.

De temps à autre, la police des frontières abat un *kulbar* en route. Des vagues de protestations suivent ce genre d'incidents. Le hashtag *Ne tuez pas les kulbars* a récemment pris de l'ampleur sur les réseaux sociaux. «C'est par votre incompetence qu'ils sont devenus *kulbars*», commente un usager, pointant du doigt les fonctionnaires qui n'ont pas su s'atteler au problème. Un grand nombre d'usagers condamne aussi l'approche des gardes-frontière, prompts à tirer à balles réelles sur les *kulbars*. Les cas de soldats et d'officiers tabassant les *kulbars* et confisquant leurs marchandises sont toujours plus fréquents.

Les Gardiens de la révolution islamique (GRI), première force militaire de l'Iran, contrôlent la frontière kurde. Occasionnellement, des affrontements éclatent entre les troupes du GRI et les miliciens kurdes, entraînant des pertes des deux côtés. Les officiers de l'armée ont déclaré aux médias iraniens qu'ils ne ciblaient jamais les *kulbars* ordinaires, mais uniquement ceux qui ignorent les injonctions. C'est-à-dire, selon les fonctionnaires iraniens, des contrebandiers armés qui traversent la frontière par des routes non autorisées avec des armes et des dro-

Voyage

Contrebande transfrontalière le dangereux commerce iranien

gues, et qui sont susceptibles d'être des membres de groupes terroristes. Mais la version des forces armées contredit celle des organisations humanitaires.

Le poids des sanctions internationales

Le peu de rapports ou d'évaluations sur la contrebande suggère qu'elle profite énormément aux dirigeants de ces réseaux. La valeur globale des marchandises (entrantes et sortantes) s'élève à 12,9 milliards de dollars, selon le dernier rapport du *Siège de lutte contre la contrebande de marchandises et d'opérations de change*, publié en 2018. L'immense volume d'argent arrosant les deux côtés de la frontière laisse entendre que les fonctionnaires, tant iraniens qu'irakiens, ignorent sciemment le problème.

« En général, des hommes d'affaires commandent des marchandises de Chine ou d'ailleurs, les font expédier au Kurdistan irakien et livrer à des points de collecte dans les régions montagneuses frontalières avec l'Iran. Ce sont leurs agents qui nous engagent. Les hommes d'affaires reçoivent ainsi leur chargement sans avoir à payer de taxes », explique Aram. Qui n'a d'ailleurs jamais rencontré les véritables propriétaires des marchandises qu'il transporte.

Depuis leur retrait de l'accord sur le nucléaire, en mai 2018, les États-Unis ont imposé de lourdes sanc-

tions au pays. Désastreuses pour l'économie iranienne et la population, elles se révèlent être une bénédiction pour la contrebande. L'effondrement de la devise iranienne permet d'acheter des produits iraniens à bas coût et de les revendre illicitement, avec un bon profit, au Kurdistan irakien. Inversement, l'Iran étant isolé, la demande de marchandise de contrebande entrant augmente. En outre, de plus en plus de fabriques et de commerces du pays ayant fait faillite, il est facile de trouver des chômeurs prêts à travailler comme *kulbars*. Et pour eux, pas de hausse de salaire. Selon le témoignage de certains d'entre eux publiés dans les médias ou par des organisations humanitaires, leur rémunération atteint parfois à peine 10 euros par voyage.

Voici quinze ans qu'Aram fait quotidiennement ces allers-retours. À 38 ans, il souffre d'arthrite cervicale. « Avec toutes les marchandises que j'ai portées sur mon dos, je pourrais probablement remplir un centre commercial entier, » dit-il. Une maison à moitié finie dans son petit village, qu'il bâtit brique par brique, voilà tout ce qu'il a gagné.

(traduction Jean-Noël Pappens)